Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
- 7 SEP 1956
Transmis à M. coördinatie (1)
Overgemaakt aan de H.

MTL. L.5216/2.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 7 mai 1956, d'une demande d'avis sur un projet de loi "interprétant certaines dispositions de la législation relative à la police du roulage, au statut de l'hôtellerie, au transport rémunéré de personnes et au transport de choses par véhicules automobiles", a donné le 11 juillet 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e mei 1956 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende interpretatie van sommige bepalingen van de wetgeving betreffende de politie van het verkeer, het statuut van het hotelbedrijf, het bezoldigd vervoer van personen en het vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen", heeft de 11e juli 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à pourvoir d'un fondement légal les dispositions de divers arrêtés qui établissent des redevances en matière de roulage, d'industrie hôtelière, de transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles et de transport de choses par véhicules automobiles.

Ces arrêtés ont été pris en exécution de :

- la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage, modifiée par les lois des 1er août 1924 et 16 décembre 1935;

- l'arrêté royal n° 197 du 26 août 1935 sur le statut de l'hôtellerie, modifié par l'arrêté-loi du 11 février 1946;

- l'arrêté royal n° 248 du 5 mars 1936 portant réglementation des transports de choses par véhicules automobiles, modifié par l'arrêté-loi du 14 février 1946;

- l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant revision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles;

- l'arrêté-loi du 24 février 1947 étendant l'obligation du contrôle technique aux véhicules automobiles servant au transport de choses pour le compte propre de leur propriétaire.

\+

\+ \+

Ces lois, arrêtés-lois et arrêtés chargent en termes généraux le Roi de réglementer la police du roulage et de fixer les conditions auxquelles doivent se conformer les exploitants de moyens de transport

.../...

ou d'hôtels. Ils ne comportent, pour la plupart, aucune disposition autorisant expressément le Roi à établir des redevances à percevoir des citoyens soumis à ces législations.

Seuls l'article 1er, 1°, de l'arrêté royal n° 197 du 26 août 1935 et l'article 9 de l'arrêté royal n° 248 du 5 mars 1936 prévoyaient des redevances ou des taxes dont le montant serait fixé par le Roi. Ces dispositions devaient toutefois être confirmées par le législateur, conformément à la loi du 31 juillet 1934 attribuant au Roi certains pouvoirs en vue du redressement économique et financier et de l'abaissement des charges publiques. Elles ne l'ont pas été.

De nombreux avis du Conseil d'Etat ont, en conséquence, fait observer que les pouvoirs accordés au Roi en matière de roulage, de transport et d'hôtellerie ne prévoyaient pas celui d'établir des redevances ou des taxes, et que, partant, les dispositions de ces arrêtés qui visaient à les établir, manquaient de fondement légal.

L'article 113 de la Constitution dispose en effet :

"Hors le cas formellement excepté par la loi, aucune rétribution ne peut être exigée des citoyens qu'à titre d'impôt au profit de l'Etat, de la province ou de la commune".

L'exposé des motifs fait état d'un avis donné par le Conseil d'Etat le 2 mars 1950, sous le n° 991, pour en déduire qu'à l'origine, le Conseil d'Etat aurait considéré que les pouvoirs attribués au Roi par les lois,

.../...

arrêtés-lois et arrêtés énumérés ci-avant, impliquaient celui d'établir des redevances, ayant les caractères de la rétribution visée à l'article 113 de la Constitution.

Telle n'est pas la portée de l'avis.

En se ralliant à la légalité de la redevance de cent francs prévue par l'arrêté, moyennant l'adjonction de la précision "pour frais d'administration", le Conseil d'Etat a, en réalité, voulu faire ressortir qu'il ne s'agissait pas, en l'occurrence, d'une rétribution au sens de l'article 113 de la Constitution et que, dès lors, cet article n'était pas d'application.

Le criterium essentiel qui distingue "la rétribution, au sens de l'article 113 de la Constitution", des rémunérations, prix ou péages, et qui commande l'intervention du législateur, c'est l'élément de contrainte.

Lorsque le "droit", la "redevance", la "taxe" ou la "rétribution" - les termes employés ont peu d'importance - constituent un impôt ou lorsqu'ils rémunèrent un service rendu par l'Etat, auquel le particulier est obligé de recourir parce que l'Etat s'en est réservé le monopole, l'intervention expresse du législateur est requise.

Chaque fois qu'à la lumière des renseignements qui lui ont été donnés le Conseil d'Etat s'est trouvé en présence d'une disposition établissant une rétribution ayant ce caractère, l'avis a été constant.

.../...

Pour accorder, soit au Roi, soit au Ministre aux attributions duquel la matière appartient, le pouvoir de percevoir des rétributions, le projet recourt au procédé de la loi interprétative.

Une loi interprétative a pour but de trancher par voie d'autorité des divergences de vue sur le sens exact de dispositions légales.

Les textes légaux que l'avant-projet tend à interpréter sont clairs : ils ne contiennent pas de disposition permettant au Roi ou au Ministre d'établir des rétributions. Ceux qui en contenaient sont devenus caducs. Il n'est donc pas possible d'interpréter ce qui n'existe pas.

Le Gouvernement, en utilisant ce procédé, a le souci de valider la perception de redevances faites en vertu des dispositions dépourvues de fondement légal, dans le cas où cette perception n'aurait pas été couverte par les lois budgétaires. Ce but devrait être atteint en insérant dans le projet un article validant ces perceptions.

\+

\+ \+

Les règlements généraux des 22 mai et 10 juin 1947 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles affectés au transport rémunéré de personnes et au transport de choses appellent une observation particulière.

Ils chargent le Ministre du contrôle technique de ces véhicules. Celui-ci, par arrêté du 10 août 1947, a confié cette mission à des organismes agréés par lui.

.../...

Ces organismes perçoivent des frais de visite à charge des transporteurs, selon un barème fixé par un arrêté ministériel du 15 septembre 1947. La visite des véhicules automobiles étant obligatoire, les frais perçus à cette occasion ont eux aussi le caractère de la rétribution visée à l'article 113 de la Constitution. Il importe dès lors de prévoir non seulement dans la loi qu'une rétribution pourra être établie mais qu'elle pourra, le cas échéant, être perçue au profit des organismes agréés.

\+

\+ \+

En conclusion, le Conseil d'Etat propose, pour atteindre le but que poursuit le projet, d'ajouter aux lois, arrêtés-lois et arrêtés dont l'interprétation est envisagée, une disposition autorisant le Roi à établir des redevances. A cette fin, il suffirait de remplacer la partie liminaire de chaque article, après l'avoir adapté, conformément aux observations formulées ci-avant, là où c'est nécessaire.

En ce qui concerne l'article 3 du projet, la disposition à ajouter à l'arrêté royal n° 248 du 5 mars 1936 pourrait toutefois devenir l'article 9 de cet arrêté. En effet, faute d'avoir été confirmée par le législateur, la disposition qui constituait l'article 9 a épuisé ses effets et cessé d'être en vigueur.

Les articles 4, 5 et 6 du projet concernant tous trois l'arrêté-loi du 30 décembre 1946, pourraient être groupés en un seul article divisé en paragraphes

Un article portant validation des perceptions effectuées par application des règlements existants serait inséré à la fin du projet.

.../...

Projet de loi relatif aux redevances à percevoir en application de la réglementation du roulage, de l'hôtellerie, du transport rémunéré de personnes et du transport de choses, par véhicules automobiles.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Communications est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

L'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 1er août 1899 portant révision de la législation et des règlements sur la police du roulage, modifié par la loi du 16 décembre 1935, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 1er. Le Gouvernement est autorisé à faire, par arrêté royal, des règlements généraux ayant pour objet la police de la circulation routière des piétons et de tous les moyens de transport par terre, ainsi que des

.../...

animaux de trait, de charge ou de monture et des bestiaux. Ces règlements pourront comporter, notamment, détermination, ou délégation au Ministre en vue de la détermination, du taux des redevances à percevoir pour couvrir, en tout ou en partie, les frais d'administration, de contrôle ou de surveillance résultant de l'application des dispositions légales ou réglementaires relatives à cette police".

Article 2.-

L'article 1er de l'arrêté royal n° 197 du 26 août 1935 sur le statut de l'hôtellerie est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 1er. Le Gouvernement est autorisé à déterminer les conditions auxquelles doit répondre, au point de vue de la sécurité, de l'hygiène et du confort, tout établissement commercial qui, sous la dénomination d'"hostellerie", d'"hôtel" ou sous toute autre dénomination comprenant ces mots, est destiné à recevoir habituellement des voyageurs, et à fixer le taux des redevances à percevoir pour couvrir, en tout ou en partie, les frais d'administration, de contrôle ou de surveillance résultant de l'application de cette réglementation".

Article 3.-

Un nouvel article 9 libellé comme suit est inséré dans l'arrêté royal n° 248 du 5 mars 1936 portant réglementation des transports de choses par véhicules automobiles :

"Article 9. Le Roi, ou le Ministre qu'il délègue à cette fin, fixe le taux des redevances à percevoir au profit de l'Etat ou des organismes de contrôle agréés, pour couvrir, en tout ou en partie, les frais d'administration, de contrôle ou de surveillance résultant de l'application du présent arrêté ou des arrêtés et règlements pris en vertu de celui-ci".

.../...

Article 4.-

§ 1er. L'article 19, alinéa 1er, de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant révision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 19. - Le Roi fixe les conditions générales qui, dans l'intérêt général, sont imposées aux exploitants des services publics d'autobus, des services spéciaux d'autobus et des services d'autocars. Ces conditions générales pourront comporter, notamment, détermination, ou délégation au Ministre en vue de la détermination, du taux des redevances à percevoir pour couvrir, en tout ou en partie, les frais d'administration, de contrôle ou de surveillance résultant de l'application des dispositions légales ou réglementaires relatives à ces services".

§ 2. L'article 28 du même arrêté-loi est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 28. - Le Roi fixe les conditions techniques et d'assurance auxquelles doivent satisfaire les véhicules affectés aux différents services visés par le présent arrêté-loi.

Le Roi, ou le Ministre qu'il délègue à cette fin, établit le taux des redevances à percevoir au profit de l'Etat ou des organismes de contrôle agréés, pour couvrir, en tout ou en partie, les frais d'administration de contrôle ou de surveillance résultant de l'application des dispositions prises en vertu de l'alinéa précédent".

.../...

§ 3. L'article 29 du même arrêté-loi est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 29.- Les conducteurs des véhicules affectés à ces services sont soumis aux dispositions réglementaires édictées par le Roi en matière de surveillance et de sélection médicales.

Le Roi, ou le Ministre qu'il délègue à cette fin, fixe le taux des redevances à percevoir pour couvrir, en tout ou en partie, les frais d'administration, de contrôle ou de surveillance résultant des devoirs accomplis en exécution de ces dispositions".

Article 5.-

L'article 2 de l'arrêté-loi du 24 février 1947 étendant l'obligation du contrôle technique aux véhicules automobiles servant au transport de choses pour le compte propre de leur propriétaire, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 2.- Le Roi détermine les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les véhicules visés à l'article 1er du présent arrêté-loi.

Le Roi, ou le Ministre qu'il délègue à cette fin, fixe le taux des redevances à percevoir au profit de l'Etat ou des organismes de contrôle agréés pour couvrir, en tout ou en partie, les frais d'administration, de contrôle ou de surveillance résultant de l'application des dispositions prises en vertu de l'alinéa précédent".

.../...

Article 6.-

Toutes perceptions effectuées conformément aux arrêtés ... (il y a lieu de citer ici les arrêtés relatifs à la police du roulage, au statut de l'hôtellerie, au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles et au transport de choses par véhicules automobiles, en vertu desquels des redevances ont été perçues) sont validées.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Communications,

Doel van het ontwerp is te voorzien in een rechtsgrond voor de bepalingen der verschillende besluiten die retributies instellen inzake wegverkeer, hotelwezen, bezoldigd vervoer van personen door middel van motorvoertuigen en vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen.

De desbetreffende besluiten kwamen tot stand ter uitvoering van :

- de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en de reglementen op de politie van het vervoer, gewijzigd bij de wetten van 1 augustus 1924 en 16 december 1935;

- het koninklijk besluit nr 197 van 26 augustus 1935 op het statuut van het hotelwezen, gewijzigd bij de besluitwet van 11 februari 1946;

- het koninklijk besluit nr 248 van 5 maart 1936 houdende regeling van het vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen, gewijzigd bij de besluitwet van 14 februari 1946;

- de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van motorvoertuigen;

- de besluitwet van 24 februari 1947 waarbij de verplichting van de technische controle uitgebreid wordt tot de automobielen dienende tot het vervoer van zaken voor rekening van hun eigenaar.

+

+ +

.../...

Deze wetten, besluitwetten en besluiten geven in algemene bewoordingen aan de Koning opdracht tot het reglementeren van de politie over het vervoer en tot het vaststellen van de voorwaarden welke degenen die vervoermiddelen of hotels exploiteren, in acht dienen te nemen. Het merendeel bevat evenwel geen bepaling die de Koning uitdrukkelijk machtigt van de onder deze wetgevingen vallende staatsburgers betaling van een retributie te eisen.

Alleen in artikel 1, 1°, van het koninklijk besluit nr 197 van 26 augustus 1935 en in artikel 9 van het koninklijk besluit nr 248 van 5 maart 1936 was sprake van retributies of van taksen waarvan de Koning het bedrag zou bepalen. Overeenkomstig de wet van 31 juli 1934 waarbij aan de Koning bepaalde machten worden toegekend met het oog op het economisch en financieel herstel en de vermindering van de openbare lasten, dienden genoemde bepalingen echter door de wetgever te worden bekrachtigd. Dit is niet geschied.

In tal van adviezen heeft de Raad van State er dientengevolge op gewezen, dat tot de bevoegdheden welke aan de Koning inzake wegverkeer, vervoer en hotelwezen zijn verleend, niet de bevoegdheid tot het invoeren van retributies of van taksen behoort en dat de hiertoe strekkende bepalingen van die besluiten derhalve rechtsgrond misten.

Artikel 113 van de Grondwet verklaart immers :

"Behalve de gevallen door de wet uitdrukkelijk uitgezonderd, kan van de burgers geen vergelding worden gevorderd dan alleen als belasting ten behoeve van het Rijk, de provincie of de gemeente".

.../...

De memorie van toelichting beroept zich op een door de Raad van State 2 maart 1950 onder nr 991 gegeven advies en leidt er uit af dat de Raad aanvankelijk heeft geacht, dat de bevoegdheid die de Koning aan voornoemde wetten, besluitwetten en besluiten ontleent, de bevoegdheid impliceert tot het invoeren van retributies, die de kenmerken hebben van de "vergelding" bedoeld in artikel 113 van de Grondwet.

Dit was echter niet de strekking van het advies.

Toen hij zich met de wettigheid van de door het besluit voorgeschreven "vergoeding" van 100 frank verenigde, mits de woorden "voor administratiekosten" werden toegevoegd, heeft de Raad van State in werkelijkheid willen doen uitkomen, dat er geen sprake was van een "vergelding" in de zin van artikel 113 van de Grondwet en dat dit artikel derhalve geen toepassing vond.

Het essentiële criterium waardoor "de vergelding in de zin van artikel 113 van de Grondwet" zich van betalingen, prijzen of tolgelden onderscheidt, en dat optreden van de wetgever noodzakelijk maakt, is het element dwang.

Wanneer het "recht", de "retributie", de "taks", de "vergelding"- welke term wordt gebruikt doet weinig terzake- een belasting vormen of wanneer zij dienen tot betaling van een door de Staat verleende dienst, waarop de particulier verplicht is een beroep te doen omdat de Staat zich het monopolie ervan heeft voorbehouden, is het uitdrukkelijk optreden van de wetgever vereist.

.../...

Telkens wanneer de Raad van State, aan de hand van de hem verstrekte inlichtingen, geoordeeld heeft dat hij met een bepaling te doen had waarbij een "vergelding" van die aard werd ingevoerd, heeft hij in constante zin geadviseerd.

Om de Koning of de betrokken Minister bevoegdheid tot het heffen van retributies te verlenen, maakt het ontwerp gebruik van het procédé der interpretatiewet. Een zodanige wet heeft tot doel over meningsverschillen omtrent de juiste betekenis van wetsbepalingen gezagshalve te beslissen.

De wetteksten die het voorontwerp wil interpreteren zijn duidelijk : zij bevatten geen bepaling die de Koning of de Minister toestaat retributies in te voeren. De teksten waarin er wel voorkwamen zijn vervallen. Wat niet bestaat, kan niet worden geïnterpreteerd.

Als de Regering van het procédé gebruik maakt, dan is het om de heffing van retributies, verricht krachtens de bepalingen zonder rechtsgrond, te valideren in de gevallen dat de heffing niet door begrotingswetten zou zijn gedekt. Dit doel zou veeleer moeten worden bereikt door invoeging in het ontwerp van een artikel dat deze heffingen geldig verklaart.

+

+ +

.../...

In verband met de algemene reglementen van 22 mei en 10 juni 1947 houdende vaststelling van de technische eisen waaraan motorvoertuigen gebruikt voor bezoldigd vervoer van personen en voor vervoer van zaken moeten voldoen, is een bijzondere opmerking te maken.

Die reglementen belasten de Minister met de technische controle over deze voertuigen. Bij besluit van 10 augustus 1947 heeft de Minister die taak aan door hem erkende instellingen opgedragen.

Deze instellingen vorderen van de vervoerders betaling van schouwingskosten volgens een bij ministerieel besluit van 15 september 1947 vastgesteld tarief. Daar het schouwen van motorvoertuigen verplicht is, hebben de naar aanleiding hiervan gevorderde kosten eveneens het karakter der in artikel 113 van de Grondwet bedoelde "vergelding". Derhalve dient de wet niet alleen te bepalen dat een retributie kan worden ingevoerd, doch ook dat zij eventueel ten bate van de erkende instellingen kan worden geheven.

\+

\+ \+

.../...

Concluderende, stelt de Raad van State voor, het doel van het ontwerp te verwezenlijken door aan de wetten, besluitwetten en besluiten waarvan de interpretatie wordt voorgenomen een bepaling toe te voegen, die de Koning machtiging verleent tot het invoeren van retributies. Daarvoor is het voldoende het inleidend gedeelte van elk artikel te vervangen, na dit overeenkomstig de hierboven uiteengezette opmerkingen te hebben aangepast waar zulks noodzakelijk is.

In verband met artikel 3 moge er worden op gewezen dat de aan het koninklijk besluit nr 248 van 5 maart 1936 toe te voegen bepaling evenwel artikel 9 van dit besluit kan worden. Aangezien de bepaling die artikel 9 vormde niet door de wetgever is bekrachtigd, is zij onwerkzaam geworden en is zij niet langer van kracht.

De artikelen 4, 5 en 6 van het ontwerp, die alle drie op de besluitwet van 30 december 1946 betrekking hebben, kunnen onder één enkel, in paragrafen ingedeeld artikel worden samengebracht.

Aan het einde van het voorontwerp kan een artikel worden ingevoegd tot geldigverklaring van de heffingen verricht bij toepassing van de bestaande reglementen.

.../...

Ontwerp van wet betreffende de retributies te heffen bij toepassing van de reglementering op het verkeer, op het hotelwezen, op het bezoldigd vervoer van personen en op het vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Verkeerswezen is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen,waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Artikel 1, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en de reglementen op de politie van het vervoer, gewijzigd bij de wet van 16 december 1935, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 1.-

De Regering is gemachtigd bij koninklijk besluit algemene reglementen op te maken ter zake van de politie over het wegverkeer voor voetgangers en voor

.../...

alle middelen van vervoer te land, alsook voor trek-, last- of rijdieren en vee. Deze reglementen kunnen met name inhouden, vaststelling of opdracht aan de Minister tot vaststelling van het tarief der retributies, te heffen voor gehele of gedeeltelijke dekking van de bestuurs-, controle- of toezichtskosten welke de toepassing van de wets- of reglementsbepalingen aangaande die politie medebrengt".

Artikel 2.-

Artikel 1 van het koninklijk besluit nr 197 van 26 augustus 1935 op het statuut van het hotelwezen wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 1.-

De Regering is gemachtigd de vereisten te bepalen waaraan uit een oogpunt van veiligheid, hygiëne en comfort moet worden voldaan door elke handelsinrichting die, onder de benaming van "hostellerie", "hotel", of onder enige andere benaming waarin die woorden voorkomen, bestemd is om gewoonlijk reizigers te ontvangen, en het tarief vast te stellen van de retributies, te heffen voor gehele of gedeeltelijke dekking van de bestuurs-, controle- of toezichtskosten welke de toepassing van die reglementering medebrengt".

Artikel 3.-

In het koninklijk besluit nr 248 van 5 maart 1936 houdende regeling van het vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen wordt een nieuw artikel 9 ingevoegd, dat luidt als volgt :

.../...

"Artikel 9.-

De Koning,of de Minister wie hij daartoe opdracht geeft, stelt het tarief vast van de ten bate van de Staat of van de erkende controleinstellingen te heffen retributies voor gehele of gedeeltelijke dekking van de bestuurs-, controle- of toezichtskosten welke de toepassing van dit besluit of van de op grond daarvan uitgevaardigde besluiten en reglementen medebrengt".

Artikel 4.-

§ 1. Artikel 19, eerste lid, van de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van motorvoertuigen,wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 19.-

De Koning bepaalt de algemene voorwaarden die in het algemeen belang aan exploitanten van openbare autobusdiensten, bijzondere autobusdiensten en autocardiensten worden opgelegd. Deze algemene voorwaarden kunnen met name inhouden, vaststelling of opdracht aan de Minister tot vaststelling van het tarief der retributies, te heffen voor gehele of gedeeltelijke dekking van de bestuurs-, controle- of toezichtskosten welke de toepassing van de wets- of reglementsbepalinge aangaande deze diensten medebrengt".

§ 2. Artikel 28 van dezelfde besluitwet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

.../...

"Artikel 28.-

De Koning bepaalt de technische vereisten en de vereisten in zake verzekering waaraan voertuigen die voor de verschillende in deze besluitwet genoemde diensten worden gebruikt, moeten voldoen.

De Koning, of de Minister wie hij daartoe opdracht geeft, stelt het tarief vast van de retributies, te heffen voor gehele of gedeeltelijke dekking van de bestuurs-, controle- of toezichtskosten welke de toepassing van de krachtens het vorige lid uitgevaardigde bepalingen medebrengt".

§ 3. Artikel 29 van dezelfde besluitwet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 29.-

Bestuurders van voor deze diensten gebruikte voertuigen zijn onderworpen aan de reglementsbepalingen door de Koning inzake geneeskundig toezicht en geneeskundige schifting uitgevaardigd.

De Koning, of de Minister wie hij daartoe opdracht geeft, stelt het tarief vast van de retributies, te heffen voor gehele of gedeeltelijke dekking van de bestuurs-, controle- of toezichtskosten welke de ter uitvoering van die bepalingen gedane verrichtingen medebrengen".

.../...

Artikel 5.-

Artikel 2 van de besluitwet van 24 februari 1947, waarbij de verplichting van de technische controle uitgebreid wordt tot de automobielen dienende tot het vervoer van zaken voor rekening van hun eigenaar, wordt door de volgende bepalingen vervangen.

"Artikel 2.-

De Koning bepaalt de technische vereisten waaraan de in artikel 1 van deze besluitwet bedoelde voertuigen moeten voldoen.

De Koning, of de Minister wie hij daartoe opdracht geeft, stelt het tarief vast van de ten bate van de Staat of van de erkende controleinstellingen te heffen retributies voor gehele of gedeeltelijke dekking van de bestuurs-, controle- of toezichtskosten welke de toepassing van de krachtens het vorige lid uitgevaardigde bepalingen medebrengt".

Artikel 6.-

Alle heffingen die werden gedaan overeenkomstig de besluiten . . . (aan te halen zijn de besluiten betreffende de politie over het verkeer, het statuut van het hotelwezen, het bezoldigd vervoer van personen door middel van motorvoertuigen en het vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen, krachtens welke retributies worden geheven) worden gevalideerd.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Verkeerswezen,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	J.COYETTE, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	P.COART-FRESART, P.ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	J.CYPRES,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN. Le rapport a été présenté par M.DEPONDT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN. Het verslag werd uitgebracht door de H. DEPONDT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.